

*Liberté Egalité Fraternité  
République Française*

*Ministère de la Culture et de la Communication*

*Le Ministre*



Le ministre de la culture et de la communication

à

Madame et Messieurs les préfets de région,

Mesdames et Messieurs les préfets de département,

(Direction régionale des affaires culturelles)

**Objet :** Mise en œuvre de l'article 101 de la loi n° 2004-809 (art. 216-2 et 216-2 -1 du code de l'éducation)

La présente circulaire a pour objet de vous donner toutes les précisions utiles sur les conditions de mise en œuvre des dispositions de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales portant sur l'enseignement du spectacle.

L'application des dispositions de la loi relatives aux enseignements artistiques spécialisés implique un travail en commun des services déconcentrés de l'Etat et des collectivités territoriales. La loi prévoit en effet que l'Etat, par l'intermédiaire des directions régionales des affaires culturelles, apporte une aide technique aux collectivités territoriales pour l'élaboration des schémas départementaux de développement des enseignements artistiques et des plans régionaux de développement des formations professionnelles et qu'au vu de ces documents, il signe des conventions de transfert de crédits avec les départements et les régions

**1 - Information des collectivités et aide à la réalisation des schémas départementaux de développement des enseignements artistiques et des plans régionaux de développement des formations professionnelles**

Je vous demande de bien vouloir mettre en place un dispositif d'information et de concertation dont les objectifs principaux seront :

- l'information des collectivités territoriales sur le nouveau partage des compétences opéré par la loi du 13 août 2004 ;
- la mise en commun de l'information relative à l'enseignement artistique spécialisé ;
- l'identification des modalités et des difficultés éventuelles de mise en œuvre de la loi.

Vous réunirez à cet effet les représentants des différents niveaux de collectivités concernées par l'application de la loi (région, départements, villes disposant d'un établissement d'enseignement artistique...) et, s'il en existe, les établissements publics de coopération intercommunale. Vous veillerez tout particulièrement à ce que les communes ou les groupements de communes soient associés à toute réflexion portant sur l'avenir de l'enseignement artistique dans le territoire concerné.

Les axes de travail seront les suivants :

- **1 . 1 - organiser le recensement des besoins d'information et des données disponibles sur le territoire régional** ;

- **1 . 2 - soutenir et favoriser la réalisation des schémas départementaux de développement des enseignements artistiques.**

L'objectif principal de ces schémas est de favoriser l'accès de tous aux enseignements artistiques dans un souci d'égalité sociale, économique et territoriale et d'améliorer notamment la qualification des personnels des établissements, la circulation des élèves et des enseignants et le rayonnement artistique des établissements. Ils viseront en particulier à faciliter l'accès des amateurs et des adultes et à accompagner les initiatives des communes et de leurs groupements dans la mise en œuvre des missions des établissements d'enseignement artistique en matière d'éducation artistique et culturelle des enfants d'âge scolaire.

Avant même l'entrée en vigueur de la loi, un nombre important de départements se sont dotés de schémas de développement des enseignements artistiques, concernant majoritairement l'enseignement de la musique et, plus rarement, celui de la danse. Sous un vocable commun, les caractéristiques de ces schémas sont très hétérogènes. Il conviendra, à tout le moins, de veiller à ce qu'ils soient actualisés ou complétés, afin qu'ils portent tous sur les trois spécialités (musique, danse, théâtre).

La première étape d'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques est la réalisation d'un état des lieux prenant en compte l'offre publique et privée d'enseignement, à partir de critères qu'il détermine, ainsi que l'action des établissements en ce qui concerne les pratiques en amateur, l'éducation artistique et culturelle et l'éveil en direction de la petite enfance. Il porte sur les établissements, les publics, la nature des enseignements dispensés et les financements. Une étude prospective fixant les objectifs de développement complète le schéma départemental.

Le vade-mecum «Enseignements artistiques et territoires» annexé décrit précisément la méthodologie de réalisation d'un schéma départemental. La cellule de conseil mise en place par la direction de la musique, de la danse du théâtre et des spectacles, en partenariat avec la fédération nationale « Arts vivants et départements » a pour mission d'apporter une aide technique aux différentes collectivités territoriales concernées par l'élaboration, l'évolution ou le renouvellement d'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques (adresse : [www.enseignements-artistiques-territoires.fr](http://www.enseignements-artistiques-territoires.fr)).

- **1 . 3 - porter une attention particulière à la structuration de l'enseignement de la danse et du théâtre, plus récent que celui de la musique.**

Vous devrez notamment veiller à ce que la qualification des personnels et la mise aux normes des planchers pour la pratique de la danse soient prises en compte dans les

schémas départementaux. Je vous renvoie sur ce point à la circulaire du 27 avril 1992 concernant l'application du décret n° 92-193 du 27 février 1992 pris pour l'application de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse. Cette dernière précise que *«l'inspection de la danse se tient à votre disposition pour effectuer ou faire effectuer les contrôles techniques que vous estimez nécessaires, notamment en ce qui concerne la conformité des aires d'évolution des salles d'enseignement de la danse»*.

- **1 . 4 - soutenir et favoriser, si nécessaire, la réalisation d'un état des lieux régional des cycles d'enseignement professionnel initial** (jusqu'ici nommés, selon le cas, cycle d'orientation professionnelle, 3<sup>e</sup> cycle spécialisé ou cursus A).

Pour ce faire vous pourrez travailler en lien avec le service de l'inspection et de l'évaluation de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles du ministère de la culture et de la communication. A partir de cet état des lieux, il appartiendra à la région d'inscrire dans le plan régional de développement des formations professionnelles (PRDF) les cycles d'enseignement professionnel initial prévus par la loi.

- **1 . 5 - encourager la coordination entre les départements ou les régions** quand les schémas départementaux feront apparaître des interdépendances, des flux d'élèves et d'enseignants ou des possibilités de regroupements permettant des économies d'échelle.

## **2 – Elaboration de conventions et transfert des crédits**

L'article 101-II, codifié à l'article L.216-2-1 du code de l'éducation, prévoit les modalités du transfert aux départements et aux régions des crédits consacrés par l'Etat au fonctionnement des conservatoires nationaux de région (CNR) et des écoles nationales de musique, de danse et de théâtre (ENMDT).

Il vous appartiendra de répartir par convention avec les régions et les départements l'enveloppe de crédits attribués jusqu'ici, à partir de la base des crédits déconcentrés, aux communes ou à leurs groupements pour le fonctionnement des ENMDT ou des CNR.

Cette répartition se fera au vu des schémas départementaux de développement de l'enseignement artistique dont chaque département devra s'être doté d'ici le 31 décembre 2006, et des plans régionaux de développement des formations professionnelles, qui devront couvrir les trois spécialités mentionnées par la loi. S'il est possible de procéder à un transfert des crédits par étape, au fur et à mesure de l'adoption par les collectivités de schémas départementaux et du PRDF, il est préférable, pour assurer une plus grande cohérence du transfert, de l'opérer en une fois.

Vous prendrez en compte :

- l'existant dans le domaine des enseignements artistiques, tel qu'il est décrit dans l'état des lieux et analysé dans le diagnostic élaboré par chaque département ;
- les objectifs de développement : notamment, le rôle que le schéma départemental attribue aux établissements publics classés et la mise en place des cycles d'enseignement professionnel initial inscrits dans le PRDF ;
- la charge financière reposant sur les différentes collectivités territoriales.

Enfin, afin que les crédits correspondant aux montants fixés par convention puissent être transférés aux collectivités territoriales, vous ferez connaître à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, **avant le 15 février** suivant la signature de la convention, le montant des crédits à transférer, afin qu'il puisse être pris en compte par la loi de finances et versé aux collectivités territoriales concernées **dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante**.

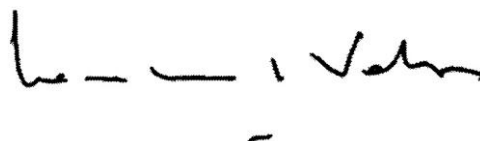
L'enveloppe nationale des crédits transférés correspondra à la moyenne des dépenses de l'Etat sur les trois dernières années précédant la date d'entrée en vigueur de la loi (1<sup>er</sup> janvier 2005), soit approximativement 28,5 millions d'euros. Le montant de la compensation financière afférent au présent transfert ne sera cependant définitivement fixé qu'une fois l'arrêté interministériel constatant le droit à compensation publié, après avoir été préalablement soumis pour avis à la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC), conformément aux dispositions de l'article L.1614-3 et suivant du code général des collectivités territoriales.

Il est également nécessaire que la date d'effet des conventions soit fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la signature de la convention par souci de lisibilité et de clarté dans la gestion du dispositif retenu.

Enfin, je vous rappelle que jusqu'au transfert effectif des crédits, il vous appartient de maintenir les concours financiers que l'Etat accorde aux communes pour le fonctionnement des écoles nationales de musique, de danse et de théâtre et des conservatoires nationaux de région, y compris les aides à la mise en place des cycles spécialisés.

Par ailleurs, toute demande émanant d'une collectivité territoriale et tendant à la mise à disposition ou au transfert d'agents de l'Etat, que ce soit pour la réalisation du schéma départemental de développement des enseignements artistiques ou pour la mise en œuvre des compétences définies dans l'article 101 de la loi, serait non fondée.

Les services de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles se tiennent à votre disposition pour tout appui que vous souhaiteriez obtenir pour la mise en œuvre de ces dispositions.



**Renaud DONNEDIEU DE VABRES**

- PJ :
- 1- Note d'information sur la loi et les textes d'application
  - 2- Liste des établissements d'enseignement supérieur
  - 3- Vade-mecum « Enseignements artistiques et territoires »

## **ANNEXE**

### **Note d'information sur les dispositions de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux enseignements artistiques et sur les textes d'application**

#### **I - Dispositions de la loi relatives aux enseignements artistiques en musique, danse et art dramatique**

##### **A – Généralités**

Les dispositions du chapitre III du Titre IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 qui concernent les enseignements artistiques spécialisés de la musique, de la danse et de l'art dramatique n'entraînent pas à proprement parler de transfert de compétences puisque cet enseignement relève déjà de l'initiative et de la responsabilité des collectivités territoriales. Elles clarifient, en revanche, le rôle spécifique de chaque niveau de collectivité dans la constitution et le fonctionnement du réseau des écoles d'enseignement artistique spécialisé du spectacle vivant.

En effet, aux termes de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, les établissements d'enseignement artistique relèvent indistinctement de l'initiative et de la responsabilité des communes, des départements et des régions. Toutes ces collectivités sont donc compétentes pour agir dans ce champ. Dans la pratique, ce sont surtout les communes et leurs groupements qui ont pris la charge de ces établissements depuis vingt ans.

Le réseau compte aujourd'hui environ 2 500 établissements d'enseignement public spécialisé de musique, de danse et d'art dramatique, parmi lesquels plus de 400 appartiennent au réseau classé par l'Etat ; 143 d'entre eux (les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique, de danse et de théâtre) bénéficient d'une aide au fonctionnement du ministère de la culture et de la communication sur les crédits déconcentrés.

L'objectif de la loi est de permettre non seulement au réseau classé mais, plus généralement, à l'ensemble du système d'enseignement spécialisé d'entamer une nouvelle phase de développement. En effet, la charge de ces établissements repose actuellement à plus de 77 % sur les communes, ce qui a pour conséquence un ralentissement du développement de l'enseignement spécialisé, voire un désengagement des communes pour lesquelles le poids du fonctionnement des établissements d'enseignement artistique est devenu trop lourd.

Les dispositions de la loi relatives aux enseignements spécialisés s'inscrivent dans la continuité des politiques mises en œuvre par l'Etat, notamment à travers la Charte de l'enseignement artistique spécialisé en musique, danse et théâtre, publiée par le ministère de la culture et de la communication en 2001. Ce texte, établi à l'issue d'une large concertation avec les associations d'élus et de personnels et les syndicats, mais sans valeur réglementaire, a pour objectif de clarifier les missions des établissements d'enseignement et de dégager les responsabilités conjointes et complémentaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des équipes professionnelles. Il confie aux établissements des missions pédagogiques et artistiques, mais aussi culturelles et territoriales. La création de réseaux est fortement recommandée afin de mutualiser et d'optimiser l'offre culturelle.

Les dispositions de la loi rappellent tout d'abord les objectifs de l'enseignement artistique spécialisé dans les disciplines du spectacle vivant.

La loi précise ensuite les responsabilités de chaque niveau de collectivité territoriale et de l'Etat.

Elle prévoit enfin le transfert aux départements et aux régions des crédits consacrés par l'Etat au soutien de certains établissements.

## **B - Objectifs de l'enseignement spécialisé en musique, danse et théâtre**

L'article 101 de la loi prévoit que l'enseignement initial dispensé par les établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique doit assurer l'éveil, l'initiation, puis l'acquisition des savoirs fondamentaux nécessaires à une pratique artistique autonome.

Les établissements participent également à l'éducation artistique des enfants et des jeunes en âge scolaire. Ils exercent cette mission en partenariat avec les établissements scolaires et les structures d'accueil des enfants en dehors du temps scolaire.

Le décret et l'arrêté d'application de la loi, en préparation, portant sur le classement des établissements, précisent les missions des établissements classés par l'Etat en application de la loi du 13 août 2004 précitée. Ces textes d'application définissent plus précisément les missions des établissements classés qui, en complément des missions communes à l'ensemble des établissements, devront sensibiliser et élargir les publics, favoriser les pratiques des amateurs en leur offrant un environnement adapté et être des lieux d'animation culturelle.

Le troisième objectif de l'enseignement artistique spécialisé est, pour certains de ces établissements (les actuels conservatoires nationaux de région et écoles nationales de musique, danse et théâtre), d'offrir un enseignement professionnel initial, sanctionné par des diplômes nationaux, en musique, danse et art dramatique. Ces diplômes permettront de garantir l'acquisition des savoir-faire nécessaires à une pratique artistique confirmée et d'ouvrir la possibilité d'accéder à un enseignement supérieur professionnel. Un décret et trois arrêtés, en cours de validation, définiront les nouveaux diplômes.

## **C - Compétences des collectivités territoriales et de l'Etat**

L'article 101 de la loi détermine ensuite les principes de la répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat.

### **1 - Compétences des communes et de leurs groupements**

Au titre d'un service culturel de proximité, les communes ou leurs groupements sont responsables de l'enseignement initial, défini ci-dessus, ainsi que de l'offre d'éducation artistique en partenariat avec les écoles primaires et les établissements scolaires du second degré.

### **2 - Compétences des départements**

Les départements interviennent au titre de la solidarité vis-à-vis des communes ou des structures intercommunales qui supportent le poids d'établissements bénéficiant à une population plus large que celle de la commune ou de la structure intercommunale. Ils interviennent également au titre de l'aménagement culturel du territoire, en soutenant la mise en réseau des écoles sur l'ensemble de leur territoire.

Les départements doivent élaborer, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, des schémas départementaux de développement des enseignements artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Les schémas départementaux précisent les conditions de la participation des départements au financement des établissements d'enseignement artistique.

L'engagement des départements n'a pas pour objectif de démobiliser les communes qui ont pris ou seraient amenées à prendre, dans le cadre de la mise en place d'un établissement public de coopération intercommunale, la compétence culturelle, mais, au contraire, de soutenir cette démarche de mutualisation des moyens.

### **3 - Compétences des régions**

En matière de formation professionnelle, le rôle des régions est renforcé : les articles 11 et 101 de la loi prévoient que les régions organisent et financent le cycle d'enseignement professionnel initial. A cet effet, les régions intégreront les cycles d'enseignement professionnel initial dans les plans régionaux de développement de la formation professionnelle (article 11).

Ce cycle est assuré dans l'ensemble des actuels conservatoires nationaux de région (CNR), mais également dans un nombre important d'écoles nationales de musique, danse et théâtre (ENMDT). Ainsi que cela a été indiqué ci-dessus, un décret d'application de la loi, en préparation, organise la réforme de ce cycle en instituant notamment sa sanction par un diplôme national. Ce diplôme se substituera aux actuels diplômes d'enseignement musical (DEM), chorégraphique (DEC) et théâtral (DET), diplômes d'établissement dont le niveau est différent d'un établissement à l'autre. C'est donc ce cycle réformé que les régions ont vocation à soutenir, en organisant au mieux des intérêts des élèves la complémentarité entre les établissements en matière de cursus.

#### 4 - Compétences des collectivités territoriales ou des établissements publics qui gèrent des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique à la date de publication de la loi

La loi du 13 août 2004 prévoit que les collectivités et les établissements publics qui gèrent à la date de publication de la loi des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique peuvent poursuivre cette mission. Ces établissements doivent être inclus dans les schémas départementaux.

#### 5 - Compétences de l'Etat

En matière d'enseignement initial, l'Etat conserve son rôle de classement des établissements, d'évaluation des établissements classés et de définition des qualifications professionnelles de leurs enseignants.

Il reste responsable de l'enseignement supérieur et habilite les établissements d'enseignement supérieur à délivrer des diplômes nationaux.

Le dispositif actuel d'enseignement supérieur (détaillé en annexe 2) repose sur :

- cinq établissements publics nationaux : les Conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon, le Conservatoire national supérieur d'art dramatique, l'école du Théâtre national de Strasbourg, l'école de danse de l'Opéra national de Paris ;
- un réseau d'écoles supérieures pour la formation des interprètes en danse, théâtre, arts du cirque et arts de la marionnette.

Par ailleurs, les CEFEDM, centres de formation professionnelle, habilités et soutenus par l'Etat, assurent la formation des enseignants de la musique et de la danse. Les CFMI, intégrés au sein des universités, assurent la formation des musiciens intervenant en milieu scolaire.

L'objectif du Gouvernement est d'élaborer une carte nationale de l'offre de formation dans le champ de l'enseignement supérieur professionnel pour le spectacle vivant qui garantisse une cohérence en termes notamment de filières de professionnalisation, de niveau de diplômes et de liens avec les formations universitaires et favorise une approche pluridisciplinaire.

Pour réaliser ces objectifs, l'habilitation au titre de l'enseignement supérieur des structures dispensant une formation à ce niveau d'enseignement en musique, danse, théâtre et cirque permettra de mieux identifier et de compléter l'offre publique de formation. Si l'Etat a la responsabilité de l'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer des diplômes nationaux, il revient aux régions, le cas échéant à un échelon interrégional, d'identifier les besoins de leur territoire, de contribuer à la mise en place de dispositifs d'insertion professionnelle adaptés et à l'élaboration de plans de formation continue qui seront portés par ces établissements. Pour ce faire, une participation des régions à la définition des projets des établissements d'enseignement supérieur et au financement de leurs actions est à développer, notamment dans le cadre des plans régionaux de développement de la formation professionnelle.

Par ailleurs, les communes ou leurs groupements, sièges de ces établissements, doivent être associés à leur mise en place et peuvent être amenés à apporter leur soutien au développement de leurs projets, en lien notamment avec les structures de création et de diffusion situées sur leur territoire.



## **D - Transfert des crédits**

L'article 101-II, codifié à l'article L. 216-2-1 du code de l'éducation, prévoit les modalités du transfert aux départements et aux régions des crédits consacrés par l'Etat au fonctionnement des CNR et des ENMDT.

L'Etat, au vu des schémas départementaux de développement de l'enseignement artistique et des plans régionaux de développement de la formation professionnelle, transfère, par convention, aux départements et aux régions les concours financiers qu'il accorde aux communes pour le fonctionnement des écoles nationales de musique, de danse et de théâtre et des conservatoires nationaux de région. Contrairement à ce qui avait été initialement prévu par l'article 121, le transfert de crédits s'effectuera par l'attribution du produit d'une fraction de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance aux départements et de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) aux régions.

L'article 121 est appelé à être modifié par la future loi de finance, afin de supprimer la référence à l'article 101.

Les crédits transférés correspondront à la moyenne des dépenses de l'Etat sur les trois dernières années précédant la date de signature de la convention, soit approximativement 28,5 millions d'euros.

## **II - Textes d'application**

La loi prévoit des décrets d'application pour déterminer les normes du classement des établissements par l'Etat, pour créer un diplôme national sanctionnant le cycle d'enseignement professionnel initial et pour fixer les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer des diplômes nationaux.

### **1 - Fixation des normes de classement des établissements d'enseignement artistique spécialisé en musique, danse et art dramatique**

Les normes actuelles de classement ou d'agrément sont fondées sur un faisceau d'indices (respect de la circulaire du 26 février 1980 relative à l'enseignement spécialisé, application des schémas d'orientation pédagogique édictés par l'Etat, respect de la Charte de l'enseignement artistique spécialisé publiée par l'Etat). Ni le classement ni l'agrément n'ouvrent un droit à subvention de l'Etat, même si la pratique a conduit l'Etat à soutenir financièrement les établissements classés comme écoles nationales de musique, danse et théâtre (ENMDT) et conservatoires nationaux de région (CNR).

Cette compétence de l'Etat est maintenue par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004. Il est nécessaire de préciser les normes qui peuvent permettre le classement des établissements qui en feront la demande. Les textes réglementaires en préparation substitueront aux notions d'agrément et de classement une notion générique de classement et trois catégories d'établissements classés. Ils fixeront pour chaque catégorie les missions artistiques, pédagogiques, culturelles et territoriales que les établissements devront remplir et les normes relatives à leur organisation et à leur fonctionnement pédagogique. La décision de classement sera prise par le ministre de la culture et de la communication sur la base d'un avis du service de l'inspection et de l'évaluation de la DMDTS, formulé à l'issue d'un rapport d'inspection.

Des mesures transitoires permettront le passage automatique des écoles municipales agréées (EMMA), des écoles nationales de musique, danse et théâtre (ENMDT) et des conservatoires nationaux de région (CNR) dans les trois catégories créées par le décret d'application de la loi en cours de rédaction. Les demandes d'agrément, de classement ou de changement de catégorie déposées avant la date de publication du décret feront l'objet d'une procédure de traitement particulière après la publication du texte.

## **2 - Création d'un diplôme national de fin de cycle d'enseignement professionnel initial en musique, danse et art dramatique**

Il s'agit de remplacer les actuels diplômes d'établissement (DEM, DEC, DET) qui ne permettent pas d'assurer une égalité de traitement des élèves sur l'ensemble du territoire national par un diplôme national, inséré dans le code de l'éducation. Ce diplôme sanctionnera la fin du cycle initial, pour les élèves qui souhaitent s'orienter vers une profession artistique, et homogénéisera le niveau des enseignements délivrés par les différents établissements dans les cycles d'enseignement professionnel initial. Il existera un diplôme par spécialité : musique, danse, art dramatique.

Un décret et trois arrêtés (un par spécialité), en cours de rédaction, préciseront les conditions d'accès au cycle d'enseignement professionnel initial et les modalités d'organisation du diplôme. L'Etat déterminera les catégories d'établissements et les conditions dans lesquelles sera proposé ce cursus.

## **3 - Décret sur l'enseignement supérieur**

Ce décret entérinera l'existence des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque qui seront autorisés à délivrer des diplômes nationaux par une décision d'habilitation prise par le ministre chargé de la culture. Ces diplômes, créés par décret et définis par arrêté du ministre de la culture et de la communication, valideront la formation professionnelle supérieure aux métiers du spectacle.

Une procédure d'habilitation sera mise en place au niveau national par le ministère chargé de la culture. Elle aura pour objectif d'évaluer la pertinence et la qualité du projet de formation proposé par les établissements d'enseignement supérieur au regard des textes réglementant les diplômes nationaux.

## **III - Rôle de l'administration centrale dans l'accompagnement des collectivités territoriales pour la mise en œuvre de la loi**

L'administration centrale, outre l'élaboration des textes d'application de la loi, s'attache à mettre en place les outils nécessaires aux collectivités territoriales et aux services déconcentrés de l'Etat pour la mise en œuvre de la loi.

Le vade-mecum «Enseignements artistiques et territoires», figurant en annexe 3, est un document de présentation des schémas départementaux de développement des enseignements artistiques spécialisés en musique, danse et art dramatique. Il a été élaboré par un groupe de travail, composé de représentants des services de l'Etat, d'associations de collectivités territoriales et d'associations départementales de développement artistique. Il a pour finalité de décrire les objectifs et les composantes d'un schéma départemental, de sa conception à sa mise en application sur le terrain. La

diffusion de 7 000 exemplaires en direction des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement artistique est en cours.

Une cellule de conseil a également été créée, en partenariat avec la fédération nationale Arts vivants et départements qui réunit toutes les associations départementales de développement musical et chorégraphique. Elle a pour mission d'apporter une aide technique aux différentes collectivités territoriales concernées par la création, l'évolution ou le renouvellement d'un schéma de développement des enseignements artistiques et d'accompagner leur réflexion dans le contexte de la décentralisation des enseignements artistiques spécialisés. Les ressources offertes sont l'expertise d'un consultant, qui peut apporter une analyse et des préconisations adaptées aux collectivités territoriales qui le sollicitent, et un site internet qui propose des contacts, des textes de référence, des conseils méthodologiques et des exemples de pratiques (adresse : [www.enseignements-artistiques-territoires.fr](http://www.enseignements-artistiques-territoires.fr)).

# MUSIQUE

1 - ETABLISSEMENTS PUBLICS	COORDONNEES
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS	209 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris Tél : 0140 40 45 45 Fax : 01 40 40 45 00 @ : cnsmdp@cnsmdp.fr www.cnsmdp.fr
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE LYON	3 quai Chauveau 69266 Lyon Cédex 09 Tél : 04 72 19 26 26 Fax : 04 72 19 26 00 @ : cnsmd@cnsmd-lyon.fr www.cnsmd-lyon.fr
2 - STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COORDONNEES
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE DE LORRAINE	2 rue de Paradis BP 24081 57040 Metz Cédex 1 Tél : 03 87 74 28 38 Fax : 03 87 36 75 79 @ : cefedem.de.lorraine@wanadoo.fr
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE D'ILE-DE-FRANCE	184 avenue Paul Doumer 92500 Rueil Malmaison Tél : 01 41 96 20 00 Fax : 0147141124 @ : ifem@wanadoo.fr
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA DANSE ET DE LA MUSIQUE D'AQUITAINE	19 rue Monthyon 33800 Bordeaux Tél : 05 56 91 36 84 Fax : 05 56 92 18 23 @ : christelle.danguy@free.fr http://cefedem-quitaine.com
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE MUSIQUE DE BOURGOGNE	36 rue Chabot Charny 21000 Dijon Tél : 03 80 58 98 92 Fax : 03 80 58 98 91 @ : cefedem-bourgogne@wanadoo.fr
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE DE RHONE-ALPES	14 rue Palais Grillet - BP 2024 69226 Lyon Cédex 02 Tél : 04 78 38 40 00 Fax : 04 78 38 40 03 @ : cefedem@cefedem-rhonealpes.org http://www.cefedem.rhonealpes.org
CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE DE POITOU-CHARENTES	10 rue de la Tête Noire - BP 15 86001 Poitiers Cédex Tél : 05 49 60 21 79 Fax : 05 49 60 59 37 @ : cefedem86dd@wanadoo.fr http://cesmd-poitoucharentes.org
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA MUSIQUE CEFEDEM SUD	7 boulevard Lakanal 13400 Aubagne Tél : 04 42 70 07 00 Fax : 04 42 82 01 60 @ : cefedem.sud@wanadoo.fr

CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE DE TOULOUSE	12 place Saint Pierre 31000 Toulouse Tél : 05 61 12 32 88 Fax : 05 61 12 34 23 @ : nadine.hernu@wanadoo.fr (danse) www.cesmd.toulouse.fr
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA DANSE ET DE LA MUSIQUE DE NORMANDIE	50 avenue de la Porte des Champs 76000 Rouen Tél : 02 32 76 07 08 Fax : 02 31 85 16 04 @ : cefedem@hotmail.com
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DES ECOLES DE MUSIQUE ET DE LA DANSE CEFEDEM INTERREGIONAL BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE	32 rue Emile Péhant 44000 Nantes Tél : 02 40 89 90 50 Fax : 02 40 89 90 59 @ : nantes@cefedem-ouest.org http://cefedem-ouest.org

<b>3 - CENTRES DE FORMATION</b>	<b>COORDONNEES</b>
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE LILLE III	Domaine universitaire du «Pont de Bois» BP 149 59650 Villeneuve D'Ascq Cédex Tél : 03 20 47 08 50 Fax : 03 20 91 08 14 @ : depoorter@univ-lille3.fr
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE LYON	80 boulevard de la Croix Rousse BP 4371 69242 Lyon Cédex 04 Tél : 04 78 29 07 21 Fax : 04 78 39 31 75 @ : cfmi@univ-lyon2.fr http://lesla.univ-lyon2.fr/
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE PARIS XI	Bâtiment 498 - Université PARIS-SUD 91405 Orsay Cédex Tél : 0 1 69 15 62 80 Fax : 01 69 15 45 49 @ : secretariat.cfmi@df.cfmi.-u-psud.fr
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE POITIERS	85 route du Deffend 86550 Mignaloux-Beauvoir Tél : 05 49 52 00 16 Fax : 05 49 46 30 27 @ : cfmi@uni-poitiers.fr
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE RENNES II	Campus Rennes II-Villejean Avenue Gaston Berger 35043 Rennes Cédex Tél : 02 99 14 20 21 ou 22 Fax : 02 99 14 20 20 @ : cfmi@uhb.fr
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE Marc Bloch - STRASBOURG	1 rue Froelich 67600 Selestat Tél : 03 88 92 34 44 Fax : 03 88 92 03 07 @ : cfmi@umb.u-strasbg.fr
CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE MIRAIL	5 allée Antonio Machado 31058 Toulouse Cédex 1 Tél : 05 61 50 45 43 Fax : 05 61 50 46 83 @ : ifimi@univ-tlse2.fr

<p>CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE TOURS</p>	<p>Bel Air - La Guignière 37230 Fondettes Tél : 02 47 36 77 40 Fax : 02 47 42 21 38 @ : cfmi@univ-tours.fr</p>
<p>CENTRE DE FORMATION DES MUSICIENS INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE 1</p>	<p>29 avenue Robert Schumann 13621 Aix-en-Provence Cédex 1 Tél : 04 42 95 32 40 Fax : 04 42 64 39 06 @ : cfmi@up.univ-aix.fr</p>

## DANSE

1- ETABLISSEMENTS PUBLICS	COORDONNEES
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS	209 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris Tél : 01 40 40 45 45 Fax : 01 40 40 45 00 @ : cnsmdp@cnsmdp.fr www.cnsmdp.fr
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE LYON	3 quai Chauveau 69266 Lyon Cédex 09 Tél : 04 72 19 26 26 Fax : 04 72 19 26 00 @ : cnsml@cnsml-lyon.fr www.cnsmd-lyon.fr
ECOLE DE DANSE DE L'OPERA NATIONAL DE PARIS	20 allée de la danse 92000 Nanterre Tél : 01 40 01 80 00 Fax : 01 40 01 80 50 www.opera-de-paris.fr
CENTRE NATIONAL DE LA DANSE INSTITUT DE PEDAGOGIE ET DE RECHERCHE CHOREGRAPHIQUES EN ILE-DE-FRANCE	1 rue Victor Hugo 93507 Pantin Cédex Tél CND : 01 41 83 27 27 Tél IPR : 01 41 83 98 76 Fax IPRC : 01 41 83 98 77 Tél : Valérie Coudière : 01 48 05 05 59 @ : iprc.pantin@cnd.fr www.cnd.fr
CENTRE NATIONAL DE LA DANSE EN RHONE-ALPES INSTITUT DE PEDAGOGIE ET DE RECHERCHE CHOREGRAPHIQUES	40 ter rue Vaubécour 69002 Lyon Tél : 04 72 56 10 70 Fax : 04 72 56 10 71 @ : iprc.lyon@cnd.fr

2 - STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COORDONNEES
CNDC (CENTRE NATIONAL DE DANSE CONTEMPORAIN) L'ESQUISSE - ANGERS	42 boulevard Henri Arnauld BP 50107 49101 Angers Cédex 02 Tél : 02 41 24 12 12 Fax : 02 41 24 12 00 @ : contact@cndc-angers.org www.cndc-angers.org
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE DANSE - MARSEILLE	20 boulevard de Gabès 13417 Marseille Cédex 08 Tél : 04 91 32 72 72 Fax : 04 91 71 51 12 @ : accueil@ballet-de-marseille.com www.ecole-danse-marseille.com
ECOLE SUPERIEURE DE DANSE DE CANNES ROSELLA HIGHTOWER	21 chemin de Faissole 06250 Cannes-Mougins Tél : 04 93 94 79 80 Fax : 04 93 94 79 81 www.cannesdance.com

<b>3 - CENTRES DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA DANSE ET DE LA MUSIQUE</b>	<b>COORDONNEES</b>
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA DANSE ET DE LA MUSIQUE D'AQUITAINE	19 rue Monthyon, 33000 Bordeaux Tél : 05 56 91 36 84 Fax : 05 56 92 18 23 @ : christelle@cefedem-aquitaine.com <a href="http://cefedem-aquitaine.com">http://cefedem-aquitaine.com</a>
CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE DE TOULOUSE	12 place Saint Pierre 31000 Toulouse Tél : 05 61 12 32 88 Fax : 05 61 12 34 23 @ : nadine.hernu@wanadoo.fr
CENTRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE LA DANSE ET DE LA MUSIQUE DE NORMANDIE	50 avenue de la porte des champs 76000 Rouen Tél : 02 32 76 07 08 Fax : 02 32 76 07 11 @ : cefedem@hotmail.com 13 rue Paul Doumer 14000 Caen
CEFEDEM INTERREGIONAL BRETAGNE- PAYS DE LA LOIRE	32 rue Péhant 44020 Nantes Cédex 1 Tél : 02 40 89 90 50 Fax : 02 40 89 90 59 @ : nantes@cefedem-ouest.org <a href="http://cefedem-ouest.org">http://cefedem-ouest.org</a>
CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE MUSIQUE ET DE DANSE DE POITOU- CHARENTES	10 rue de la Tête Noire - BP 15 86001 Poitiers Cédex Tél : 05 49 60 21 79 Fax : 05 49 60 59 37 @ : cefedem86danse@wanadoo.fr <a href="http://cesmd-poitoucharentes.org">http://cesmd-poitoucharentes.org</a>



<b>THEATRE</b>	
<b>1- ETABLISSEMENTS PUBLICS</b>	<b>COORDONNEES</b>
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR D'ART DRAMATIQUE	2 bis rue du Conservatoire 75009 Paris Tél : 01 42 46 12 91 Fax : 01 48 24 11 72 @ : josephine.sourdel@cnsad.fr www.cnsad.worldnet.fr
ECOLE SUPERIEURE DU THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG (sous tutelle du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche)	1 avenue de la Marseillaise BP 184/R5 67005 Strasbourg Tél : 03 88 24 88 08 Fax : 03 88 24 88 14 @ : direction@tns.fr www.tns.fr
ECOLE NATIONALE DUPERIEURE DES ARTS ET TECHNIQUES DU THEATRE (sous tutelle du ministère de l'éducation nationale)	2 rue sœur Bouvier 69005 Lyon Tél : 04 78 15 05 05 Fax : 04 78 15 05 38 @ : administration@ensatt.fr www.ensatt.fr
<b>2 - STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>COORDONNEES</b>
ECOLE DU THEATRE NATIONAL DE BRETAGNE	1 rue St Hélier 35008 Rennes Tél : 02 99 31 55 33 Fax : 02 99 67 66 19 @ : tnb@theatre-national-bretagne.fr
ECOLE REGIONALE D'ACTEURS DE CANNES	68 avenue du petit Juas 06400 Cannes Tél : 04 93 38 73 30 Fax : 04 93 68 35 03 @ : erac@wanadoo.fr
ECOLE DE LA COMEDIE DE SAINT ETIENNE	7 avenue Emile Loubet 42000 Saint-Etienne Tél : 04 77 25 01 24 Fax : 04 77 41 96 34 @ : direction : pgilbert@comedie-de-saint-etienne.fr @ : ecole@comedie-de-saint-etienne.fr hnp://www.comedie-de-saint-etienne.fr
CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION DE MONTPELLIER	14 rue Eugène Lisbonne 34000 Montpellier Tél : 04 67 66 88 40 Fax : 04 67 66 88 59 @ : conservatoire.montpellier@wanadoo.fr http://www.ville-montpellier.fr/culture/conservatoire.html
CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION DE BORDEAUX	Centre André Malraux 22 quai Sainte-Croix BP 60 33800 Bordeaux Cédex Tél : 05 56 92 96 96 Fax : 05 56 92 22 30 @ : jl.portelli@mairie-bordeaux.fr www.mairie-bordeaux.fr/CNR/presentation.htm

ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE  
D'ART DRAMATIQUE DU NORD PAS DE  
CALAIS

23-25 rue de Bergues  
59000 Lille  
Tél : 03 20 00 72 64  
@ : [epsad@wanadoo.fr](mailto:epsad@wanadoo.fr)

## **CIRQUE**

<b>STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>COORDONNEES</b>
CENTRE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE	1 rue du cirque 51000 Châlon-en-Champagne Tél : 03 26 21 12 43 Fax : 03 26 21 80 38 @ : Ensac@artsducirque.fr
ECOLE NATIONALE CONTEMPORAINE DES ARTS DU CIRQUE DE ROSNY SOUS BOIS	22 rue Jules Guesdes 93110 Rosny-sous-Bois Tél : 01 56 63 05 40 Fax : 01 56 63 05 45 @ : enacr.ecole@wanadoo.fr @ : direction: enacr.agoyer@wanadoo.fr
ACADEMIE NATIONALE CONTEMPORAINE DES ARTS DU CIRQUE ANNIE FRATELLINI	Rue des cheminots 93210 Saint-Denis La Plaine Tél : 01 49 46 00 00 Fax : 01 49 46 07 77 @ : fratellini@free.fr @ : administration : administration@academie-fratellini.com

# MARIONNETTES

STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COORDONNEES
INSTITUT INTERNATIONAL DE LA MARIONNETTE	7 place Winston Churchill 08000 Charleville-Mézières Tél : 03 24 33 72 50 Fax : 03 24 33 72 69 @ : institut@marionnette.com <a href="http://www.marionnette.com">http://www.marionnette.com</a>

## TECHNIQUES DU SPECTACLE

STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COORDONNEES
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE AUX TECHNIQUES DU SPECTACLE	92 avenue Gallieni 93170 Bagnole Tél : 01 48 97 25 16 Fax : 01 48 97 19 19 @ : <a href="mailto:contact@cfpts.com">contact@cfpts.com</a> <a href="http://www.cfpts.com">http://www.cfpts.com</a>
INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES DU SPECTACLE	Espace St Louis 20 rue Portail Boquier 84000 Avignon Tél : 04 90 14 14 17 Fax : 04 90 14 14 16 @ : <a href="mailto:ists-info@ists-avignon.com">ists-info@ists-avignon.com</a> <a href="http://www.ists-avignon.com">http://www.ists-avignon.com</a>

*(Le Vade-mecum «Enseignements artistiques et territoires», est disponible à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, bureau des enseignements, 53 rue Saint-Dominique 75007 Paris)*